

**DÉCLARATION CONJOINTE DES FORCES PROGRESSISTES APPELANT À LA
LEVÉE IMMÉDIATE DU BLOCUS DES ÉTATS-UNIS CONTRE LA RÉPUBLIQUE
DE CUBA
19 FÉVRIER 2026**

Nous, organisations et mouvements soussignés engagés en faveur de la justice sociale, de la souveraineté, de la lutte anticoloniale et du droit international, nous unissons pour condamner sans équivoque le blocus économique persistant imposé par les États-Unis contre la République de Cuba.

Depuis plus de six décennies, cette politique unilatérale et coercitive vise à soumettre une nation souveraine pour avoir choisi une voie politique et économique indépendante. Elle constitue un acte prolongé d'agression économique destiné à provoquer des difficultés, la déstabilisation et la soumission politique. De telles mesures s'apparentent à une punition collective et contreviennent directement aux principes de la Charte des Nations Unies ainsi qu'aux normes régissant les relations entre États souverains.

Le blocus, instauré en 1960 puis renforcé par des législations telles que la loi Helms-Burton, dépasse le cadre d'un différend bilatéral. Ses dispositions extraterritoriales sanctionnent des pays tiers, des institutions financières, des compagnies maritimes et des entreprises qui entretiennent des relations commerciales licites avec Cuba. Ce faisant, il instrumentalise le système financier mondial comme outil de coercition impériale.

La désignation de Cuba comme « État soutenant le terrorisme » a aggravé ce siège. Cette qualification isole le pays du système bancaire international, décourage l'investissement, bloque les transactions financières ordinaires et entrave le commerce humanitaire. Ses conséquences réputationnelles et de conformité dépassent son cadre juridique, intensifiant l'asphyxie économique du peuple cubain.

Cette politique persiste malgré l'opposition massive et constante exprimée à l'Assemblée générale des Nations Unies, où la communauté internationale a à maintes reprises appelé à sa levée. Le maintien du blocus traduit un refus de respecter le consensus multilatéral et le droit international.

Les conséquences de cette guerre économique limitent l'accès aux importations alimentaires, aux fournitures médicales, aux équipements industriels et aux intrants énergétiques. Les institutions financières, craignant des sanctions secondaires, refusent des transactions légitimes. Les compagnies maritimes évitent les ports cubains. Ces pressions cumulées entravent la planification économique, mettent sous tension les services publics et freinent le développement national.

Pourtant, le bilan international de Cuba contraste fortement avec le traitement qui lui est réservé. Durant les luttes de libération en Afrique, Cuba a apporté une assistance militaire et technique décisive. Entre 1975 et 1991, environ 300 000 soldats cubains ont servi en Angola pour défendre le gouvernement du MPLA contre l'Afrique du Sud de l'apartheid et les interventions extérieures. La bataille de Cuito Cuanavale a constitué un tournant contribuant à

l'indépendance de la Namibie et au démantèlement de l'apartheid. Des dirigeants, dont Nelson Mandela, ont publiquement reconnu la contribution cubaine à la liberté de l'Afrique.

La solidarité cubaine s'est également étendue à la Guinée-Bissau, au Mozambique et à d'autres mouvements de libération du continent. Des conseillers militaires, des éducateurs et des professionnels de santé ont servi à l'étranger dans des conditions difficiles en appui à la lutte anticoloniale africaine.

Durant la pandémie de COVID-19, Cuba a déployé des brigades médicales dans des dizaines de pays en Afrique, en Amérique latine, en Europe et dans les Caraïbes. Les scientifiques cubains ont développé des vaccins nationaux malgré un accès restreint aux chaînes d'approvisionnement mondiales. Même sous blocus, Cuba a contribué à la coopération internationale en matière de santé publique.

La persistance du blocus ne peut être dissociée de calculs géopolitiques et d'incitations politiques internes aux États-Unis. Cuba occupe une place particulière dans la pensée stratégique impériale américaine. Avant 1959, d'importantes portions des terres, des services publics et des infrastructures touristiques cubaines étaient détenues ou contrôlées par des intérêts américains. L'île fonctionnait comme une extension de loisirs du territoire continental, centrée sur les complexes hôteliers, les casinos et la domination d'entreprises étrangères. Cette mémoire historique demeure ancrée dans certains segments du discours politique et économique qui perçoivent Cuba moins comme une nation souveraine que comme une future opportunité d'investissement si le blocus devait provoquer un changement politique.

Guidés par les principes anti-impérialistes et la solidarité internationale, nous appelons la conscience de la communauté mondiale à :

1. Dénoncer publiquement le blocus des États-Unis comme une mesure coercitive unilatérale illégale et une violation de la souveraineté de Cuba.
2. Exiger le retrait immédiat de Cuba de la liste des « États soutenant le terrorisme ».
3. Appeler à la levée complète et inconditionnelle du blocus économique, commercial et financier.
4. Rejeter l'utilisation de sanctions, d'exclusion financière et de siège économique comme instruments de changement de régime.
5. Défendre le droit inaliénable de Cuba à l'indépendance politique, à l'autogouvernance et à l'intégrité territoriale.
6. Insister pour que les différends internationaux soient réglés par la diplomatie, le dialogue et les mécanismes multilatéraux plutôt que par la diplomatie de la canonnière.
7. Encourager les gouvernements et les parlements à s'opposer aux sanctions extraterritoriales et à protéger les relations commerciales légales.
8. Organiser des campagnes d'éducation publique, des forums et des assemblées pour exposer le coût humain de la guerre économique unilatérale.
9. Se tenir en solidarité active avec le peuple cubain et avec toutes les nations qui résistent à la domination impériale.

Nous affirmons que la souveraineté n'est pas conditionnée par la conformité aux intérêts des grandes puissances. Si le siège économique devient un outil normalisé d'ingénierie politique, l'indépendance de toutes les nations devient précaire.

Ancrés dans le panafricanisme, l'histoire anticoloniale et la solidarité Sud-Sud, nous rejetons l'étranglement économique comme méthode de gouvernance internationale. Nous réaffirmons notre engagement en faveur d'un ordre mondial fondé sur l'égalité des États, le respect de la souveraineté et un multilatéralisme authentique.

Touche pas à Cuba.

Levez le blocus maintenant.

SIGNATAIRES

Action pour le Développement de la Jeunesse et des Étrangers Angolais en Angola (ADJAE), Angola

Parti révolutionnaire du peuple panafricain (A-APRP), Ghana

Alliance pour la patrie et le panafricanisme (APP), Bénin

Association ANJUD, Niger

APP/Burkindi, Burkina Faso

ASMEN, France

PEUPLE BISO, République démocratique du Congo

Autonomisation Noire Ghana, Ghana

Coalition de la Diaspora togolaise pour le changement et la démocratie (CODITOGO), Togo

Collectif Afrique, France

Confédération des associations et mouvements panafricains d'Afrique de l'Ouest (CAMPAO), Burkina Faso

Comité culturel pour la démocratie au Bénin (CCDB), Bénin

Debout Citoyen, Niger

Fédération des syndicats des travailleurs dans les entreprises et l'industrie de la zone franche, Madagascar

Amis du Congo, République démocratique du Congo

Front pour une Révolution populaire et panafricaine anti-impérialiste (FRAPP), Sénégal

Mouvement Harbiste, Djibouti

Quartier général de la Révolution, Mali

Jeunesse-Handicap, Mali

Kisumu Paix et Justice, Kenya

Mouvement ouvrier, Zambie

Panafricanistes Mabedja, Comores

Mouvement pour l'Émancipation de l'Afrique (MAE), Nigeria

Coordination nationale des associations citoyennes, Burkina Faso

Conseil national pour la défense de la démocratie – Forces pour la défense de la démocratie (CNDD–FDD), Burundi

Fédération nationale de l'éducation (FNE), Maroc

Conseil national de la jeunesse de Namibie, Namibie

Nouvelle puissance Europe, Gabon

Mouvement fédéraliste panafricain (PAFM), Togo

Ligue panafricaine – Umoja, France

Mouvement panafricain pour une Afrique libre, République centrafricaine

Front progressiste panafricain, Ghana

Dynamique unitaire panafricaine, France

Panafricanisme aujourd'hui, Afrique du Sud

Parti du progrès et du socialisme, Maroc

Planète de la jeunesse panafricaniste du Burkina Faso (PJP-BF), Burkina Faso

Mouvement progressiste pour les peuples africains (MPA), Guinée-Conakry

Mouvement socialiste du Ghana, Ghana

Parti socialiste – Zambie, Zambie

State55 Afrika, Cameroun

Suluhu, Comores

SYRES–Côte d'Ivoire (Union pour la revalorisation du personnel des écoles secondaires en Côte d'Ivoire), Côte d'Ivoire

Le Parti communiste du Bénin, Bénin

Le Parti populaire libérien (LPP), Libéria

La Convergence panafricaine, Cameroun

Le Mouvement panafricain, Tchad

Le Mouvement panafricain pour une Afrique libre, République centrafricaine

Les Panafricains, République démocratique du Congo

Le Parti communiste soudanais, Soudan

Congrès des syndicats (TUC) du Ghana, Ghana

Mouvement Tunisien pour l'avant, Tunisie

Union des populations du Cameroun – Manifeste national pour l'établissement de la démocratie (UPC-MANIDEM), Cameroun

Mouvement We Can, Mauritanie

Centre des Préoccupations Féminines, Kenya